

FICHE SYNTHÈSE

PEUT-ON ENCORE SAUVER LES PETITES VILLES DE LEUR AGONIE ?

La plupart des villes, petites et moyennes, souffrent, leurs habitants et leurs élus avec. Les maires semblent impuissants à enrayer un déclin qui s'accélère et se traduit, dans les urnes, par un vote protestataire de plus en plus fort à mesure que les rideaux tombent sur les vitrines des centres villes. Fatalité ou manque de courage politique ?

Un constat partagé

«La France est en train de tuer ses villes» : après d'autres, le journaliste Olivier Razemon raconte, dans son dernier livre *Comment la France a tué ses villes* (éd. rue de l'Echiquier, 2016), l'inexorable déclin des villes, petites et moyennes. «Les métropoles, certes, se portent relativement bien. En revanche, toutes les autres, de la ville moyenne au hameau en passant par la simple bourgade, sont touchées», poursuit-il en préambule d'un enquête qui emmène le lecteur à Périgueux (24), Soissons (02), Privas (07) ou La Ferté-Macé (61)... Le dernier rapport de France Stratégie (*Dynamiques et inégalités territoriales*, juillet 2016.) va dans le même sens : il s'inquiète du «déficit de ressorts de croissance dans beaucoup de villes moyennes et de territoires ruraux», constate «les écarts de chômage persistants» et des «écarts qui ne se résorbent plus» en terme d'égalité des chances et d'accès aux services. Si «l'avenir est favorable aux métropoles» selon l'institut, les aires urbaines et les zones rurales pourraient «pourrait accélérer leur décrochage économique». Cela fait trente ans que rapports officiels, travaux universitaires, enquêtes journalistiques tirent la sonnette d'alarme. Depuis que le FN gagne du terrain, voire des maires, l'attention sur ces territoires agonisant se fait soudain plus vive. Après les Européennes de 2014, l'Ifop a montré que «moins il y a de commerces ou de services, plus le sentiment d'abandon, de déclin et d'isolement sera puissant, avec comme corollaire un vote FN "dopé"». Prise de conscience ou non, une nouvelle mission gouvernementale, portée par la ministre Sylvia Pinel et la secrétaire d'État Martine Pinville, doit rendre prochainement ses propositions sur la revitalisation du commerce en centre-ville.

Echec politique ?

Très paradoxalement, les thématiques d'aménagement du territoire et leurs traductions institutionnelles, les réformes territoriales, n'ont jamais été autant investies par les politiques. Les maires sont des «aménageurs» depuis trente ans, pilotent des plans d'urbanisme, et les dis-

positifs pour «renforcer l'attractivité», notamment commerciale, des centres villes sont pléthores. Pour quels résultats ? Olivier Razemon décrit ainsi la ville de Vierzon : «La sous-préfecture du Cher est devenue "un mouvoir commercial". La ville moyenne s'étiolle, décline, se paupérise.» C'est Vierzon (18), ce pourrait être ailleurs, explique-t-il. Les centres villes se ressemblent tous, avec leurs rideaux baissés sur des boutiques vides, leurs enseignes de fripes franchisées, leurs logements vacants et leurs zones commerciales en périphérie. Le journaliste pointe un double échec : celui des politiques commerciales – «la recette du déclin passe par l'hypermarché» – encouragées par les élus eux-mêmes qui approuvent en Commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) 80% des projets de grandes surfaces, au nom de l'emploi ; celui des politiques de transports qui privilégient, envers et contre toute logique, la voiture individuelle, cette «espèce invasive». Bref, il serait temps d'abandonner les deux mamelles des Trente Glorieuses, la zone commerciale et la voiture, qui ont poussé à l'étalement urbain et par ricochet au déclin des centres villes.

Des villes impensées...

En 1980, l'architecte Jean Nouvel poussait un coup de gueule dans le magazine *Actuel* : «Plus personne ne se demande à quoi sert une ville ! Prends les HLM. Le giscardisme a parlé de les aménager, alors on a repeint les entrées, planté des bacs à fleurs, recherché les économies d'énergie, doublé une ou deux cloisons. Tu crois que ça change le problème et les gens qui vivent loin de leur boulot, avec le désert éteint des nuits, et le RER pour s'échapper. Faut tout renverser». La ville dont parle Jean Nouvel a été pensée depuis : elle s'est incarnée dans les métropoles. Les villes petites et moyennes elles, sont restées des impensées politiques, rarement envisagées comme un écosystème global. On saucissonne, on découpe. «Depuis trente ans, note France Stratégie, les dispositifs d'aide aux territoires se sont multipliés et certains d'entre eux se chevauchent, voire même ap-

paraissent contradictoires.» Ces dispositifs qui s'empilent ne répondent à aucune stratégie mais tente d'apporter des réponses au coup par coup à des problématiques, certes réelles, mais imbriquées dans un écosystème, très différents des métropoles, que les petites villes cherchent trop souvent à imiter, telle la grenouille de la fable. Bien sûr, de nombreuses initiatives existent, et l'enquête d'Olivier Razemon, dans son chapitre «Comment la France peut sauver ses villes» l'illustre abondamment. Mais elles ne sont pas nécessairement reproductibles et ne doivent leur existence qu'à une prise de conscience d'une équipe, à un moment donné. Elles restent surtout, très marginales.

... en état d'urgence

«Si rien n'est fait pour les villes moyennes, demain, il sera trop tard», analysent dans un article paru il y a deux ans dans *Slate* Olivier Berlioux, président d'honneur de Dextera (l'association des collaborateurs de cabinet de la droite et du centre) et Franck Gintrand, directeur général de Global Conseil. Et il faudra plus que les quelques dispositifs de soutien au commerce local qui «relèvent plus de la psychothérapie de groupe et de l'accompagnement en fin de vie que de la politique volontariste». Mais que faire ? Première solution forte d'Olivier Razemon : «casser la machine à béton», autrement dit mettre fin à toutes constructions ou extensions des centres commerciaux. C'est une proposition émise par Bernard Morvan, président de la Fédération nationale de l'habillement (FNH). Des élus s'engagent, dans les discours tout du moins, dans cette voie. Mais ce sera insuffisant. Pour retrouver des centres villes attractifs, le journaliste insiste sur l'urgence de sortir de l'addiction à la voiture individuelle pour multiplier les «espaces publics de qualité». Olivier Berlioux et Franck Gintrand plaident, eux, pour que la voiture «soit à nouveau bienvenues dans les centres villes»... Les diagnostics se recourent, les remèdes s'opposent radicalement : la France des sous-préfectures n'en a pas fini de tomber. ■ BRUNO WALTER